

L'Institut royal des études stratégiques (IRES) se penche, depuis un certain temps, sur la problématique du capital humain au Maroc. En effet, cette problématique fait actuellement l'objet d'une étude approfondie au sein de l'IRES. Cette étude en cours d'élaboration a la particularité d'être un thème fédérateur qui s'insère en cohérence avec les différentes thématiques examinées dans le cadre du programme scientifique de l'institut. Il s'agit, ainsi comme le précise le directeur général de l'institut, Mohammed Tawfik Mouline, du programme d'études « Compétitivité globale », le programme « Lien social » et celui relatif au « Changement climatique ».

En plus de ces programmes, l'institut organise différentes rencontres auxquelles participent des experts, des universitaires, des hommes de terrain... et qui permettent d'enrichir et d'apporter un début de réponses aux problématiques soulignées par l'étude en question. En effet, en revisitant les séminaires, les colloques et les nombreuses rencontres organisées par cet institut, l'on se rend compte qu'ils ont ce même objectif. Le dernier séminaire en date a porté sur un thème important : « La contribution du capital humain à la compétitivité du Maroc ». Cette rencontre organisée en interne est à classer dans le cadre du programme d'études « Compétitivité globale et positionnement du Maroc dans le système mondialisé » de l'IRES. Les participants à cette rencontre ont eu à répondre à différentes questions soulevées à cette occasion. La première question suscitée est en relation avec les réformes menées par le pays. Elle est relative au bilan du processus d'accumulation du capital humain au Maroc et ses effets en termes de gains de productivité et de compétitivité.

La deuxième est relative aux enjeux et aux perspectives de développement de ce capital au Maroc. Et ce à la lumière des évolutions futures de l'ordre concurrentiel post-crise mondiale et des nouveaux choix sectoriels nationaux. Evidemment, en soulignant les expériences réussies des pays émergents en la matière, la question « Quelles mesures de politiques publiques faudrait-il adopter pour accélérer le développement du capital humain au Maroc ? » est également revenue dans ce débat.

L'animateur de cette rencontre, Mohammed Tawfik Mouline, a précisé que l'objectif est « d'approfondir la réflexion sur les différents aspects pertinents liés au développement du capital humain au Maroc, selon une approche intégrée qui met en relief l'interdépendance entre les dimensions économique, sociale et institutionnelle liées à cette question stratégique ». En tout cas, ceci a permis d'examiner les performances du système d'éducation et de formation professionnelle du pays et sa capacité à préparer les ressources humaines nécessaires pour permettre aux secteurs productifs de relever les défis de la compétitivité.

Mohamed Chater, coordinateur du groupe de travail « Contribution du capital humain à la compétitivité du Maroc » à l'IRES, a précisé que la définition du capital humain signifie « l'ensemble des compétences acquises par les individus et qui leur permettent de s'insérer dans le marché du travail ». Participant à ce débat, Lahcen Achy, chercheur principal au Carnegie Endowment, Centre du Moyen-Orient, a estimé de son côté que « le Maroc a fait quelques progrès au cours des dix dernières années ». Mais il considère, quand même, que « dans une perspective internationale, de grands efforts de rattrapage restent à faire ». Il a ainsi parlé d'une productivité marocaine qui est en décalage par rapport à celles d'autres pays émergents et d'une faible compétitivité qui cause de l'aggravation du déficit du commerce extérieur. Il estime, dans ce contexte, que le capital humain représente le maillon faible au Maroc en parlant d'un « faible stock de capital humain, un faible flux en formation, un problème d'inadéquation par rapport à la demande... ». Cette situation exige, selon lui, une politique d'alphabétisation plus vigoureuse, une politique industrielle globale avec incitation pour la formation en entreprise et une réforme profonde du système éducatif. D'autres aspects de la problématique du capital humain au Maroc ont été également abordés. Il s'agit, entre autres, du rôle des différents

acteurs dans l'aboutissement de la réforme dans ce domaine, les interdépendances entre les dimensions économique, sociale et institutionnelle en la matière. La problématique de la "territorialisation" des politiques publiques dédiées à la question du capital humain, en perspective de la régionalisation avancée, a été également au menu.

Systeme d'enseignement

Les participants au débat sur l'importance du capital humain dans la compétitivité globale du pays se sont beaucoup focalisés sur le rôle à jouer par le système de l'enseignement. Ils ont ainsi estimé que la compétitivité du pays dépend de la formation du capital humain. Cela découle aussi de la qualité du cadre socio-économique et institutionnel de l'entreprise, lequel cadre est déterminant pour la mise en œuvre du capital humain.

La qualité de ce cadre institutionnel et socio-économique de l'entreprise, affirment-ils, détermine l'attractivité du Maroc pour les investissements et pour les touristes étrangers mais aussi la croissance des exportations.